

Conflits et changements inconstitutionnels de gouvernement en Afrique

Le partenariat Europe-Afrique a-t-il encore un rôle à jouer ?

Rapport collectif ET TG 1/2024

Le rapport a été produit par les membres de l'ET TG avec le soutien du PNUD Afrique. Les points de vue exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs.

MESSAGES CLÉS

1. Dans la région du Sahel, l'instabilité politique devrait sembler se poursuivre. L'Union Européenne (UE) et l'Union Africaine (UA) doivent agir avec discernement en développant des mesures ad hoc pour chaque situation, et des actions intégrées conjuguant des actions de paix et de sécurité et des mesures économiques et sociales.
2. Dans ce contexte, l'UE doit s'efforcer de laisser ouverts les canaux de communication avec les gouvernements militaires de transition. Aujourd'hui, il semble réducteur de penser que cette approche qui vise à les exclure puisse être efficace. C'est pourquoi le Sahel représente un test décisif pour l'Europe en ce qui concerne sa capacité à agir sur le continent en tant que puissance mondiale et dans un contexte multipolaire. La stratégie de la patience est de mise dans la politique étrangère et sécuritaire de l'UE dans la région : si le Sahel s'effondre, c'est toute la région qui en subira les conséquences.
3. Pour renouveler les relations UE-UA, l'Union Africaine et ses États membres doivent d'abord élaborer une stratégie politique et économique visant à mieux comprendre leurs attentes vis-à-vis de l'UE. Il est plus important de développer un récit cohérent au sein du continent et, ensuite, de construire une relation plus égalitaire avec les puissances extérieures.
4. L'UA et l'UE doivent agir de concert et plaider pour la levée des sanctions économiques qui pèsent plutôt sur la population nigérienne que sur la junte militaire. La plupart des coups d'État militaires se produisent dans les pays pauvres, et il est contre-productif de réagir par des sanctions économiques, comme au Mali et au Niger où les militaires sont restés au pouvoir et ces sanctions n'ont pas empêché d'autres coups d'État de se produire. Au lieu d'imposer des sanctions, il serait judicieux de s'attaquer aux causes structurelles, et notamment aux reculs démocratiques, à l'insécurité, aux défis géopolitiques et à la faiblesse des indicateurs de développement humain.

Auteur principal:
Francesca Caruso (IAI)

Contributeurs : Marta Driessen, Carola García-Calvo (Real Instituto Elcano), Lidet Tadesse, Kawsar Laanani (ECDPM), Rukia Mohamed Bakari, Latyr Tine (Institut Gorée), Benedikt Erfort, Julian Bergmann (IDOS)

Réviseurs: Geert Laporte (ECDPM), Iliana Olivié, Daniele Fattibene (ET TG)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
1. PARTENARIAT UE-UA SUR LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LA GOUVERNANCE	5
1.1. Aperçu des relations UE-UA en matière de paix, sécurité et gouvernance	5
1.2. Impact de la guerre en Ukraine sur le partenariat UE-UA	6
1.3. Le nouveau « Sud global »	8
2. RÔLE DU PARTENARIAT UE-UA DANS LA RÉGION DU SAHEL	9
2.1. Insécurité croissante, extrémisme et concurrence multipolaire	9
2.2. Insatisfaction à l'égard des résultats de la démocratie et de la transition vers un régime militaire au Sahel	10
2.3. Impact de la dynamique régionale sur le multilatéralisme et le partenariat UE-UA	11
3. DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR LA COOPÉRATION DANS LE CADRE DU PARTENARIAT UE-UA	13
3.1. Transformer les institutions multilatérales internationales : la collaboration UE-Afrique pour le changement	13
3.2. Développement du Sahel : coopération UE-Afrique et perspectives économiques	14
3.3. Lutter contre le « deux poids deux mesures » et promouvoir une coopération durable	15
4. RECOMMANDATIONS	17
BIBLIOGRAPHIE	20

INTRODUCTION

En 2023, la crise au Sahel, qui perdure depuis 12 ans, a pris une nouvelle tournure préoccupante. Les attaques terroristes au Burkina Faso, au Mali et au Niger et les coups d'État militaires perturbent la stabilité dans toute la région. La rivalité croissante entre des puissances mondiales comme la Russie et l'Occident a également rendu la dynamique régionale plus complexe. Ces difficultés se sont notamment exacerbées avec l'arrivée des mercenaires russes du groupe paramilitaire Wagner et le retrait des forces militaires françaises du Mali. Le retrait de Barkhane et l'arrivée de Wagner ont mis à rude épreuve les relations entre l'UE et les gouvernements de transitions au Sahel, trouvant la nécessité de gérer différemment le partenariat entre l'Europe et l'Afrique.

Avec la présence croissante de la Russie au Sahel, l'UE a été confrontée à de nombreux défis dans la mise en œuvre de sa politique étrangère et sécuritaire. Des dynamiques similaires ont été observées dans d'autres régions du continent africain, notamment en République Centrafricaine (RCA) et en Éthiopie. De nombreux pays du Sahel, où l'UE continue de jouer un rôle crucial, s'identifient à ce que l'on nomme le « Sud global », qui a affirmé, en particulier après l'invasion russe en Ukraine, son autonomie en matière de politique étrangère et a exprimé son mécontentement vis-à-vis de l'Occident.

Par conséquent, les relations entre l'UE et l'Union Africaine (UA) ont souffert, en particulier dans le domaine de la paix et de la sécurité. Des critiques mutuelles, un manque de confiance et une coopération médiocre ont caractérisé les relations entre les deux institutions au cours des deux dernières années.

Ce rapport vise donc à analyser les défis et les opportunités pour un partenariat renouvelé entre l'UE et l'UA dans un nouveau contexte géopolitique. Au lieu d'avoir une posture de méfiance et de condamner avec fermeté les crises politiques telles que les coups d'État militaires au Sahel, les deux institutions devraient s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, promouvoir la bonne gouvernance et le développement économique. Les réactions et agissement des institutions de l'UE et de l'UA face à l'insécurité croissante et aux coups d'État militaires se sont révélées inefficaces tant en termes de prévention que de résolution. Pour promouvoir la stabilité du continent africain, des approches plus réfléchies et plus productives à long terme doivent être au cœur des actions de l'UE et de l'UA.

La première partie de ce rapport analyse les fondements de la relation UE-UA dans le domaine de la paix et de la sécurité, ainsi que les nouveaux obstacles à un partenariat efficace et égalitaire. La deuxième partie porte sur le Sahel, région qui est l'épicentre de la plupart des dynamiques menaçant la relation UE-Afrique, notamment l'insécurité croissante, les coups d'État militaires, la faiblesse des organisations régionales et la concurrence multipolaire grandissante. La troisième partie du rapport analyse les obstacles et les opportunités d'un partenariat renouvelé, non seulement dans le domaine de la paix et de la sécurité, mais aussi au niveau des institutions financières, du commerce et de l'industrie. Un partenariat fonctionnel dans le domaine de la paix et de la sécurité ne peut fonctionner sans un partenariat équitable dans la sphère économique.

La dernière partie du document propose une série de recommandations basées sur l'analyse des groupes de réflexion impliqués dans le projet, mais aussi sur les discussions de deux réunions à huis clos organisées à Bruxelles et à Dakar en octobre et novembre 2023. Ces réunions ont rassemblé une cinquantaine d'experts et de diplomates européens et africains ainsi que des décideurs.



Au lieu d'afficher méfiance et condamnations face aux crises – telles que les coups d'État militaires au Sahel –, les deux institutions doivent s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, promouvoir la bonne gouvernance et le développement économique. Les réactions des institutions de l'UE et de l'UA face à l'insécurité croissante et aux coups d'État militaires se sont révélées inefficaces tant en termes de prévention que de résolution.



1 PARTENARIAT UE-UA SUR LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LA GOUVERNANCE

1.1 Aperçu des relations UE-UA en matière de paix, sécurité et gouvernance

La paix et la sécurité ont toujours été des éléments clés des relations entre l'Union Européenne et l'Union Africaine. Comme l'indique la Stratégie commune Afrique-UE (Joint Africa-EU Strategy – JAES 2007), le premier domaine de coopération entre les deux organisations est la paix et la sécurité, l'objectif global étant de renforcer le dialogue et de soutenir les opérations de consolidation de la paix en Afrique. Cette coopération a été réaffirmée lors du sommet UA-UE d'Abidjan en 2017 et inscrite dans le Protocole d'accord de 2018 signé par les deux institutions¹. Selon ce texte, l'UE et l'UA visent à instaurer la paix et la sécurité par une approche intégrée des conflits et des crises, en mettant l'accent sur une meilleure utilisation des stratégies communes et des systèmes d'alerte précoce, et en faisant le focus sur aussi sur la sécurité humaine, la fragilité et les droits humains à travers une approche fondée sur le lien entre humanitaire, paix et développement.


La Facilité de Soutien à la Paix pour l'Afrique (FPA) et l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA) comptent parmi les principaux instruments de coopération. Financées principalement par l'UE, elles ont été établies par l'UA pour apporter une réponse à long terme aux défis du continent en matière de paix et de sécurité. Depuis 2004, l'UE est le deuxième partenaire financier de l'UA dans ce domaine, après les Nations Unies. La plupart des fonds sont allés à la FPA² (93 %) pour des opérations de soutien à la paix (l'UE a soutenu

14 opérations de consolidation de la paix dans 18 pays africains), 6 % au renforcement des capacités institutionnelles de la Commission de l'UA et 1 % au Mécanisme de réaction rapide aux conflits.

La coopération entre l'UE et l'UA n'a pas été exempte de tensions dans ce domaine, mais les objectifs stratégiques des deux institutions ont souvent été conformes, comme en témoignent le document de l'UE intitulé *Towards a comprehensive strategy for Africa* (Vers une stratégie globale pour l'Afrique)³ et l'initiative de l'UA « Faire taire les armes »⁴. Toutefois, ces dernières années, l'introduction de la Facilité Européenne pour la Paix (FEP) et la concurrence croissante entre les acteurs extérieurs sur le continent africain ont détérioré les relations entre les deux organisations.

Créée par l'UE en 2021 en tant qu'instrument extrabudgétaire, la Facilité Européenne pour la Paix (FEP) a été conçue pour consolider la capacité de l'Union à prévenir les conflits, construire la paix et renforcer la sécurité internationale. Cependant, au sein de la FEP – créée par une décision unilatérale de l'UE sans consulter l'UA –, il n'existe plus de fonds dédiés exclusivement à l'Afrique. Par ailleurs, l'UE n'a plus besoin de passer par l'UA pour financer les opérations militaires nationales et infrarégionales sur le continent, affaiblissant non seulement le partenariat UE-UA, mais aussi la capacité de l'UA à prendre des mesures de paix et de sécurité en Afrique. Avant la création de la FEP, l'UA était la principale partie prenante et le principal décideur en matière de planification, d'autorisation,

1. Conseil de l'Union européenne, *Memorandum of understanding between the Africa Union and the European Union on peace, security and governance*, Bruxelles, 22 mai 2018, <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8927-2018-INIT/en/pdf>.
2. La FPA a fourni un financement à l'UA, aux communautés économiques régionales africaines et à d'autres coalitions pour soutenir les opérations de consolidation de la paix.
3. Commission européenne, *Toward a comprehensive strategy for Africa*, 2020, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/fs_20_374
4. Union africaine, *Feuille de route principale de l'Union africaine sur les étapes pratiques pour faire taire les armes d'ici 2020*, 31 mars 2020, https://au.int/sites/default/files/documents/37996-doc-au_roadmap_silencing_guns_2020.pdf.fr_.pdf.



de coordination et de distribution des fonds européens aux opérations de soutien de la paix menées par l'Afrique (Conseil de l'Union Européenne 2018). Par conséquent, plusieurs États membres de l'UA considèrent que pour l'Union Européenne, la FEP symbolise la fin d'un engagement politique en Afrique et le passage à une approche militarisée afin de défendre ses propres intérêts plus près de chez elle.⁵

Plusieurs facteurs sont à l'origine de la création de la FEP, notamment la déception de l'UE face à la manière dont l'UA a utilisé les fonds pour financer ses missions de maintien de la paix. Un rapport de la Cour des comptes européenne de 2018 a mis en lumière plusieurs questions litigieuses liées au financement de l'architecture de paix et de sécurité de l'Afrique, soulignant la nécessité de recentrer le partenariat. Selon le rapport, l'efficacité de l'APSA a été médiocre et elle a été confrontée à plusieurs défis tels que la nécessité d'une coordination fonctionnelle entre les différents organes et institutions et l'absence de mécanisme pour faire appliquer les décisions.⁶ Le fonctionnement d l'APSA dépendait d'un soutien extérieur continu dont celui de l'UE qui a été affecté par des retards, une utilisation incohérente des instruments de financement et un manque d'informations sur les résultats obtenus.

Cependant, les résultats ont été modestes alors que l'UE pensait que la FEP renforcerait sa capacité d'action sur le continent africain. L'insécurité et l'instabilité généralisées sur le continent ont limité la capacité de l'UE à renforcer la paix et la sécurité en Afrique. Depuis 2021, dans la région du Sahel, les coups d'État militaires et la concurrence multipolaire ont réduit la capacité de l'UE à soutenir la démocratie, la sécurité et les droits humains et, particulièrement, à travailler en liaison avec les gouvernements locaux. De plus, la présence du groupe Wagner (mercenaires paramilitaires russes) au Mali et dans d'autres pays africains comme la République centrafricaine a mis à rude épreuve les relations entre les États membres de l'UE et les gouvernements locaux, poussant Bruxelles à suspendre sa coopération militaire avec les armées nationales.

En Éthiopie, la guerre de 2020-2022 dans le Tigré a nui aux relations entre le gouvernement éthiopien et l'UE, réduisant les possibilités pour l'UE et l'Union Africaine de collaborer pour la recherche de la paix. Cela est apparu clairement dans le processus de paix au Tigré, durant duquel le gouvernement

éthiopien a refusé d'accorder le statut d'observateur à l'UE ou à l'un de ses États membres, après l'avoir accordé aux États-Unis, aux Nations Unies et à l'Autorité intergouvernementale pour le développement.⁷



Avec la nouvelle Facilité européenne pour la paix, l'UE n'a plus besoin de passer par l'UA pour financer les opérations militaires nationales et infrarégionales sur le continent, affaiblissant non seulement le partenariat UE-UA, mais aussi la capacité de l'UA à prendre des mesures de paix et de sécurité en Afrique.



1.2 Impact de la guerre en Ukraine sur le partenariat UE-UA

Bien qu'il n'y ait pas de rapport apparent, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a été à l'origine de nouvelles difficultés dans les relations entre l'UE et l'UA. À la suite de la réduction forcée des exportations de céréales ukrainiennes, la guerre a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants dans le monde entier, affectant la reprise économique de l'Afrique après la pandémie de COVID-19 et provoquant les perturbations économiques qui s'en sont découlées. Face à l'invasion russe de l'Ukraine, l'Afrique n'a pas adopté une position commune. Plusieurs nations africaines, dont l'Ouganda ou le Soudan, se sont ouvertement ralliées à la Russie, d'autres, comme le Kenya, se sont empressées de condamner l'agression russe, et certaines ont tenu à conserver

5. Woldemichael, Shewit, *Africa should be better prepared for Europe's security funding shift*, Institut d'études de sécurité, 12 avril 2022, <https://issafrica.org/iss-today/africa-should-be-better-prepared-for-europes-security-funding-shift>.

6. Cour des comptes européenne, *Aide de l'Union européenne à l'architecture africaine de paix et de sécurité : un recentrage s'impose*, 2018, https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_20/SR_APSA_FR.pdf.

7. Ethiopia Observer, *The US, the UN participating as observers in the Ethiopia peace talks*, 26 octobre 2022, <https://www.ethiopiaobserver.com/?p=12030>.

une approche plus ouverte dans la recherche de nouvelles opportunités économiques. Si les conséquences à court terme de la guerre sur le développement économique de l'Afrique ont été globalement négatives, certains pays, dont le Nigeria, le Sénégal, la Tanzanie et le Mozambique, ont vu de nouvelles opportunités économiques dans la demande probable de l'UE en pétrole et en gaz non russes.⁸

Au niveau de l'UE, l'invasion russe de l'Ukraine a déclenché une réponse rapide et unie, dont un soutien militaire grâce à l'activation rapide de la FEP. Cette dernière a alloué un budget, rapidement épuisé, de 5,5 milliards d'euros pour la période 2021-2027. En février 2023, 65 % du fonds (3,6 milliards d'euros) ont été engagés en faveur de l'Ukraine. Si quelques financements ont également été alloués à des opérations africaines de soutien à la paix (en avril 2023, l'UE a alloué 600 millions d'euros à l'UA), les décideurs africains et européens se sont néanmoins inquiétés par la rapidité à laquelle les fonds ont été épuisés pour l'Ukraine. Le Conseil de l'UE a alors décidé d'augmenter le budget de la FEP en le portant à 7,9 milliards en mars 2023 d'abord, et ensuite en juin 2023 à un plafond de 12 milliards.⁹ En mai 2023, l'UE a engagé 5,6 milliards d'euros de fonds de la FEP pour l'Ukraine, dont une grande partie sera utilisée pour l'achat d'armes et d'artillerie.¹⁰ L'engagement accru en faveur de l'Ukraine a suscité des inquiétudes sur l'épuisement des ressources potentielles destinées à la paix et à la sécurité en Afrique. Avec l'intensification du conflit, des ressources essentielles ont été détournées vers l'Europe de l'Est, non seulement dans le domaine de la sécurité mais aussi dans le domaine humanitaire, entraînant un risque de marginalisation de régions comme le Sahel ou la Corne de l'Afrique, alors que ces dernières sont confrontées à l'instabilité et à une crise humanitaire due au conflit et aux conséquences sans précédent du changement climatique.

La perturbation de cette relation s'est clairement manifestée dans les tentatives de l'Assemblée Générale des Nations Unies d'adopter des résolutions dénonçant l'agression russe depuis 2022. Lorsque l'Assemblée Générale a cherché à condamner

l'incursion de la Russie en Ukraine (ES-11/1), vingt-cinq nations africaines se sont abstenues ou ont été absentes lors du vote, l'Érythrée ayant voté contre. Plusieurs diplomates et décideurs européens y ont vu un alignement significatif de l'Afrique du côté de la Russie, conduisant à une réévaluation et un recalibrage du partenariat existant et des alliances en matière de sécurité avec l'Afrique. Toutefois, pour la majorité des États africains, le résultat du vote à l'Assemblée Générale des Nations Unies n'était pas synonyme de soutien inconditionnel à la Russie. Le vote des Africains a été, à des degrés divers, guidé par des considérations axées sur les intérêts, des calculs géostratégiques, des raisonnements historiques ou des positions idéologiques. Les pays africains ont voulu manifester leur indépendance vis-à-vis de l'hégémonie occidentale et diversifier leurs partenariats internationaux. La dimension humanitaire du conflit a été rarement invoquée dans les justifications des États africains¹² et les déclarations officielles ont rappelé les implications plus larges de la guerre pour l'Afrique (par exemple, la sécurité alimentaire). Les tensions financières causées par les sanctions contre la Russie ont considérablement réduit la marge de manœuvre dont disposaient des pays fragiles pour adopter une position fondée sur des principes et des valeurs à l'égard de la guerre.¹³

Si la Russie et les partenaires africains ont tout intérêt à poursuivre leur coopération, la question de savoir comment cela va fonctionner sans le leadership du groupe reste sans réponse, surtout au moment où la concurrence bipolaire entre Moscou et Washington s'intensifie dans les pays africains. Depuis le début de l'année 2023, les États-Unis ont adopté une stratégie visant à éliminer les groupes Wagner en Afrique à travers des formations militaires et le renforcement de l'aide humanitaire. Cependant, bien que les résultats restent en attente, cela ne semble pas avoir de conséquences immédiates sur le partenariat UE-UA, l'agenda américain – en particulier dans la région du Sahel – ne semble pas toujours s'aligner sur celui de l'Europe.¹⁴ Lors du dernier coup d'État militaire au Niger (juillet 2023), l'UE a plaidé pour une intervention militaire de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) afin de rétablir l'ordre constitutionnel et de faire libérer le président déchu Mohamed

8. Moti, U. G., « Russia-Ukraine war and the future of Africa-European relations: Is Europe dividing Africa? », *European Journal of Theoretical and Applied Sciences*, 1 (4): 211-221, <https://ejtas.com/index.php/journal/article/view/140>.
9. Commission européenne, *Chronologie - Facilité européenne pour la paix*, 2023, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/european-peace-facility/timeline-european-peace-facility/>
10. Conseil de l'Union européenne, *Acquisition conjointe par l'UE de munitions et de missiles pour l'Ukraine : le Conseil approuve un soutien de 1 milliard d'euros au titre de la Facilité européenne pour la paix*, mai 2023, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2023/05/05/eu-joint-procurement-of-ammunition-and-missiles-for-ukraine-council-agrees-1-billion-support-under-the-european-peace-facility/>
11. Shiferaw, L. T. et Hauck V., The war in Ukraine: Implications for the Africa-Europe peace and security partnership, *Strategic Review for Southern Africa*, 44(1) : 93-110, <https://doi.org/10.35293/srsa.v44i1.4071>
12. Moti, Russia-Ukraine war, *Op cit.*
13. *Ibid.*
14. Sahel, F., *Sahel, la France abandonnée par ses alliés occidentaux*, Mondafrique, 8 janvier 2024, <https://mondafrique.com/a-la-une/sahel-la-france-abandonnee-par-ses-allies-occidentaux/>.

Bazoum, mais les États-Unis ont choisi de ne pas intervenir, ce qui leur a permis de conserver leur base militaire dans le pays.¹⁵

Il reste à voir dans quelle mesure les États membres de l'UE seront encore disposés à fournir des troupes et du personnel aux opérations militaires de la politique de sécurité et de défense commune et aux missions civiles déployées en Afrique. Au Sahel, l'absence d'impact positif visible et durable de l'intervention française (opération Barkhane), de la mission de maintien de la paix de l'ONU (MINUSMA) ou de la mission de formation de l'UE (EUTM Mali), contribue au sentiment de désillusion des dirigeants et des citoyens africains. Malgré un engagement supplémentaire de l'UE de 600 millions d'euros pour soutenir les efforts de paix et de sécurité de l'UA, les gouvernements africains tentent de plus en plus de générer leurs propres ressources financières ou un soutien supplémentaire de partenaires extérieurs autres que l'UE.¹⁶

1.3 Le nouveau « Sud global »

Tout cela se produit alors que plusieurs pays africains dénoncent avec fermeté l'inégalité de leurs relations avec l'Occident, en particulier avec les anciennes puissances coloniales. Cela est particulièrement une réalité en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, où une large frange de la population critique vivement les relations entre certains gouvernements et la France (Caruso et Lenzi 2023). Au niveau mondial, ce rejet de l'Occident s'inscrit dans des revendications plus larges du « Sud global », un terme désignant un groupe de pays non occidentaux comprenant l'Inde, la Chine et le Brésil et des pays africains.

La concurrence actuelle et la remise en cause de l'ordre mondial en général offrent à l'Afrique des opportunités de développer sa capacité d'action. Certains observateurs y voient « un non-alignement motivé par la pluralisation des partenariats pour faire avancer les agendas politiques et économiques nationaux ».¹⁸ Si l'Afrique parvient à s'organiser, elle disposerait d'un pouvoir de vote important au sein des Nations Unies. Elle abrite également de précieuses ressources naturelles nécessaires à une transformation mondiale dans le sens de la durabilité et constitue un marché en constante croissance en raison de sa démographie spectaculaire.

D'ici 2050, l'Afrique abritera un quart de la population mondiale. Tous ces facteurs ne sont en aucun cas des garants de prospérité, mais ils témoignent du potentiel important du continent dans le système international.

Les crises offrent des opportunités, en particulier pour l'Afrique et le « nouveau Sud global », qui n'est plus synonyme de pauvreté et d'instabilité. Les rapports de force changent manifestement sur la scène internationale et l'influence des puissances occidentales traditionnelles s'amenuise face aux nouveaux acteurs du Sud global. Pour l'Afrique, il est désormais crucial de faire partie intégrante des nouveaux centres de pouvoir et de diversifier l'éventail de ses alliances. Cette nouvelle perception d'elle-même s'accompagne d'une montée des sentiments anti-occidentaux, lesquels ne sont pas nouveaux puisque les frustrations vis-à-vis des ingérences extérieures et du paternalisme ont souvent été au centre des préoccupations sur les relations entre l'Occident et l'Afrique. Toutefois, ce qui est inquiétant pour l'Europe, c'est que ces préoccupations surviennent à un moment où des alternatives (Russie, États du Golfe, Chine) semblent plus facilement accessibles.

Dans ce contexte, les notions de coopération Sud-Sud et les références à un nouveau Sud global (non dépendant) sont devenues plus populaires. Lors du 15e sommet des BRICS des 23 et 24 août 2023 à Johannesburg, le bloc a manifesté son intention de peser davantage dans les affaires économiques et politiques mondiales. Sa volonté de devenir un médiateur de paix actif dans la guerre russo-ukrainienne et de réduire la dépendance des pays membres au dollar en tant que monnaie d'échange internationale, témoigne de cette nouvelle d'affirmation de soi. Il est important de noter que le bloc promeut dorénavant une vision manifestement anti-occidentale de la coopération, considérant des puissances comme la Chine et, dans une moindre mesure, la Russie, comme des guides.¹⁹ Les débats ont porté sur le processus de dédollarisation, l'augmentation des échanges en monnaies locales, parallèlement à l'importance accrue du renminbi comme monnaie de réserve.²⁰ Le sommet a également validé l'élargissement du groupe avec l'arrivée de six nouveaux pays, dont deux – l'Égypte et l'Éthiopie – se trouvent en Afrique.²¹ Dans leur format actuel, les BRICS représentent déjà environ 40 % de la population mondiale et un quart du PIB mondial.

15. Ibidem.

16. Union africaine, *Africa's financial self-reliance is not self-isolation, but a commitment to base development on own resources: Ministers of Finance*, 22 juin 2022, <https://au.int/en/pressreleases/20220622/africas-financial-self-reliance-not-self-isolation-commitment-base>.

17. Caruso, F., Lenzi, F., *The Sahel Region: A Litmus Test for Eu-Africa Relations in a Changing Global Order*, Policy Brief, FEPS, juin 2023, https://www.ici.it/sites/default/files/feeps_ps_9782931233177.pdf.

18. *Ibid.*, p. 4.

19. Harding, A., *Brics summit: How China's and Russia's clout is growing in Africa*, BBC, août 2023, <https://www.bbc.com/news/world-africa-66562999>.

20. Gbadamosi, N., *Why the BRICS aren't crumbling in Africa*, Foreign Policy, août 2023, <https://foreignpolicy.com/2023/08/23/brics-ukraine-russia-africa-summit-ramaphosa/>.

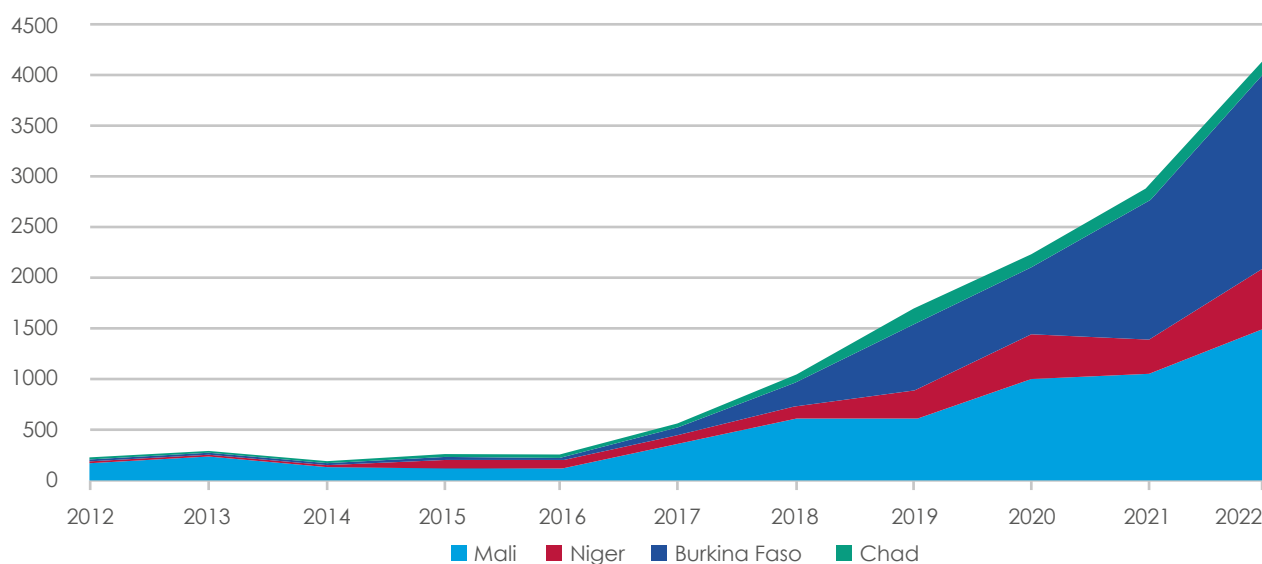
21. Chiappa, C., *6 new countries to join BRICS*, Politico, août 2023, <https://www.politico.eu/article/brics-summit-south-africa-six-new-countries-join-alliance/>.

2 RÔLE DU PARTENARIAT UE-UA DANS LA RÉGION DU SAHEL

2.1 Insécurité croissante, extrémisme et concurrence multipolaire

Ces dernières années, le Sahel a fortement contesté les relations UE-UA en raison de son insécurité et de son instabilité politique. En 2023, la crise au Sahel est entrée dans sa deuxième année, les attaques terroristes au Burkina Faso, au Mali et au Niger et les coups d'État militaires successifs continuant de semer l'instabilité

dans toute la région. Parmi les cinq principales poches ou régions d'instabilité du continent (bassin du lac Tchad, Sahel, Afrique du Nord, Somalie et Mozambique), le Sahel a connu la plus importante escalade de violence de groupes djihadistes lors de ces dernières années.²² En 2007, le nombre de décès liés au terrorisme au Sahel représentait 1 % de ces décès dans le monde, contre 43 % en 2022²³, le nombre de victimes des violences djihadistes dans la région ayant quasiment triplé depuis 2021²⁴.



Graphique 1. Nombre d'événements violents au Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad. Source : ACLED (Données organisées - ACLED).

22. Centre d'études stratégiques de l'Afrique, *Cartographie de la désinformation en Afrique*, avril 2023, <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-desinformation-en-afrique/>.

23. Institute for Economics & Peace, *Global terrorism index 2023: Measuring the impact of terrorism*, juin 2023, <http://visionofhumanity.org/resources>.

24. Centre d'études stratégiques de l'Afrique, *Cartographie de la désinformation en Afrique*, Op. cit.



La situation sécuritaire au Sahel s'est détériorée malgré de nombreuses initiatives antiterroristes nationales, régionales et internationales, dont l'Initiative d'Accra, la Force de maintien de la paix de la CEDEAO et la Force multinationale mixte, ainsi que le G5 Sahel et sa Force opérationnelle conjointe, même si cette dernière a été confrontée à une crise institutionnelle à la suite du retrait du Mali et du Niger. Les initiatives internationales de lutte contre le terrorisme ont eu un impact négatif sur les relations UE-Afrique, car certains États membres de l'UE, notamment la France, en ont été le fer de lance. L'engagement militaire actuel de l'Europe a commencé en 2013. À la demande du gouvernement malien, la France avait lancé des opérations militaires pour empêcher les insurgés et les jihadistes d'avancer sur Bamako. Baptisée Opération Serval, la mission se transforma rapidement en une opération plus large de lutte contre le terrorisme, l'Opération Barkhane. Simultanément, la présence de forces spéciales françaises au Burkina Faso fut rendue publique en 2013²⁵. Parallèlement, l'UE lança deux missions civiles et une mission militaire, respectivement EUCAP Niger (2012), EUCAP Mali (2015) et EUTM Mali (2013). Pour tenter de faire de l'Opération Barkhane un effort européen, la Task force Takuba fut ensuite créée en 2020. Depuis 2021, la stratégie de l'UE au Sahel se concentre sur la reconstruction des structures de gouvernance afin de permettre le retour de l'État, s'éloignant ainsi d'une approche purement militaire²⁶.

Dans la Boussole stratégique de l'UE pour la sécurité et la défense adoptée en 2022, le Sahel a été identifié comme une région préoccupante nécessitant un dialogue politique et un engagement opérationnel renforcés avec des groupements régionaux et panafricains tels que la CEDEAO et l'UA²⁷. En outre, les objectifs de la stratégie intégrée de l'UE pour 2021²⁸ – axés sur la gouvernance de l'État par le biais de la coopération avec les gouvernements locaux et du soutien à l'armée – pourraient paraître trop ambitieux. L'UE dispose de capacités limitées pour promouvoir la démocratie, la sécurité et les droits humains dans la région, en particulier dans un contexte où l'architecture institutionnelle est extrêmement fragilisée.

Malgré un déploiement militaire considérable²⁹, des résultats limités ont été enregistrés à moyens et longs termes, comme

La situation sécuritaire au Sahel s'est détériorée malgré de nombreuses initiatives antiterroristes nationales, régionales et internationales, dont l'Initiative d'Accra, la Force de maintien de la paix de la CEDEAO et la Force multinationale mixte, ainsi que le G5 Sahel et sa Force opérationnelle conjointe.



en témoignent la montée et l'expansion de la violence djihadiste dans la région³⁰. Combinée à des accusations de néocolonialisme, cette situation a alimenté l'exaspération de la population au Mali, au Burkina Faso et au Niger, conduisant au rejet catégorique de la présence militaire française (et, plus généralement, européenne ou multilatérale) dans ces pays. Ce processus a finalement abouti à l'arrêt de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation au Mali (MINUSMA), de la Task force Takuba de l'UE et des opérations françaises Barkhane et Sabre.

2.2 Insatisfaction à l'égard des résultats de la démocratie et de la transition vers un régime militaire au Sahel

La détérioration de la sécurité et la concurrence multipolaire se sont accompagnées d'une forte tendance aux coups d'État militaires en Afrique. Depuis 2020, on a dénombré deux coups d'État militaires réussis au Mali (2020 et 2021), un en Guinée (2021), deux au Burkina Faso (janvier et septembre 2022) et un

25. Bensimon C., Vincent E. et Le Cam M., *Opération « Sabre » au Burkina Faso : d'une arrivée discrète à une fin amère*, Le Monde, février 2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/21/operation-sabre-au-burkina-faso-d-une-arrivee-discrete-a-une-fin-amere_6162704_3212.html.

26. Service de recherche du Parlement européen, *New EU strategic priorities for the Sahel*, Briefing, 2021, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2021/696161/EPRS_BRI\(2021\)696161_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2021/696161/EPRS_BRI(2021)696161_EN.pdf).

27. Conseil de l'Union européenne, *Une boussole stratégique pour renforcer la sécurité et la défense de l'UE au cours de la prochaine décennie*, 2021, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/03/21/a-strategic-compass-for-a-stronger-eu-security-and-defence-in-the-next-decade/>.

28. Conseil de l'Union européenne, *Stratégie intégrée de l'Union européenne au Sahel : Conclusions du Conseil*, 16 avril 2021, <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7723-2021-INIT/en/pdf>.

29. Commission européenne, *L'UE annonce une aide supplémentaire de 194 millions d'euros en faveur du Sahel*, 28 avril 2020, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_768.

30. Service de recherche du Parlement européen, *New EU strategic priorities for the Sahel*, Op. cit.

au Niger (juillet 2023). Des tentatives de coups d'État militaires ont été perpétrées en Guinée-Bissau et en Gambie en 2022, et un coup d'État a abouti au Gabon en août 2023. Si les facteurs déclencheurs de ces événements diffèrent d'un pays à l'autre, il semble y avoir un effet de contagion³¹. Cependant, cette cascade de coups d'État est également le résultat de tendances macroéconomiques particulièrement caractéristiques de la région du Sahel : échec du développement économique et social, taux élevé de chômage des jeunes, absence de l'État dans une grande partie des territoires nationaux, armées nationales politisées et faible affiliation à des partis politiques³².

Les discours des juntes militaires au pouvoir au Mali, au Burkina Faso et au Niger présentent aussi des dénominateurs communs : l'exploitation de griefs historiques non résolus avec la France et l'Occident, et l'incapacité du précédent gouvernement démocratiquement élu à s'attaquer à la dramatique situation sécuritaire³³. La prolifération des coups d'État a normalisé les changements anticonstitutionnels de gouvernement aux yeux d'une opinion publique exaspérée par le faible niveau de la gouvernance et la détérioration de la situation sécuritaire sous les régimes civils. Les campagnes de désinformation, dont certaines parrainées par la Russie, ont amplifié la polarisation préexistante, les discours anti-occidentaux et la méfiance à l'égard des institutions étatiques³⁴. Les gouvernements de transition sont donc perçus comme une option acceptable (voire souhaitable)³⁵ : au Mali, au Burkina Faso, en Guinée Conakry et au Niger où les putschistes ont été accueillis par des foules enthousiastes, jouissant toujours d'une grande popularité, surtout parmi les jeunes.

Dans l'Union Européenne, la réaction aux coups d'État militaires et aux changements anticonstitutionnels dans la région a été différente selon les pays. Contrairement à ce qui s'est passé au Mali et au Niger, l'UE a réagi avec prudence aux coups d'État militaires au Burkina, gardant les canaux de communication ouverts avec le gouvernement du putschiste Ibrahim Traoré malgré ses sévères critiques à l'égard de la France, et de l'Occident en général. Dans le même temps, au Tchad, où le fils de l'ancien président Idriss Déby a pris le pouvoir après la

mort violente de son père, l'UE a promis de soutenir le nouveau président, donnant l'impression d'appliquer une politique de deux poids deux mesures pour protéger ses propres intérêts. Le Tchad est perçu par les Européens comme un pays clé capable de garantir la stabilité du Sahel grâce à son armée opérationnelle et à sa capacité à freiner la menace terroriste, et donc à l'empêcher de s'étendre. Cette politique de « deux poids deux mesures » a certainement détérioré les relations entre plusieurs pays africains et l'Union Européenne – souvent accusée d'avoir une approche incohérente, et d'être influencée par la politique étrangère et de sécurité de la France, notamment sous la présidence française de l'UE.

De ce fait, et en raison d'une communication inefficace, l'UE est également perçue dans la région comme une puissance coloniale, même si nombre de ses États membres n'ont jamais trempé dans le colonialisme³⁶. Alors que le passé colonial de la France est fortement critiqué en Afrique de l'Ouest, l'UE n'a pas su démontrer qu'en réalité, seule une minorité de ses membres ont été des puissances coloniales. L'Union Européenne doit donc repenser son engagement sur le continent africain, le Sahel représentant un test décisif pour ses relations avec l'Afrique surtout dans un contexte où les coups d'État risquent de se poursuivre, particulièrement en Afrique de l'Ouest³⁷.

2.3 Impact de la dynamique régionale sur le multilatéralisme et le partenariat UE-UA

L'instabilité politique de la région a également affaibli la capacité des acteurs et des institutions régionales à prévenir et résoudre les conflits, et plus particulièrement à être considérées comme des institutions légitimes. Le retrait du G5 Sahel³⁸ du Burkina Faso et du Mali pose de nouveaux défis sécuritaires, non seulement pour ces pays, mais aussi pour les territoires voisins comme le Niger et le Tchad, qui partagent la frontière régionale du Liptako-Gourma où ont émergé des groupes armés, et notamment des groupes extrémistes violents. En outre, les gouvernements militaires du Mali, du Niger et du Burkina Faso ont signé la charte du Liptako-Gourma en septembre 2023, établissant ainsi une nouvelle alliance

31. Conférence PNUD-ETT à l'Institut Gorée, 14-15 novembre 2023. Voir également : Przeworski, A., Álvarez, M., Cheibub, J. A., et Limongi, F., Las condiciones económicas e institucionales de la durabilidad de las democracias. *La Política*, 2(2) : 89-108, 1996.

32. Conférence PNUD-ETT à l'Institut Gorée, *Op. cit.*

33. Même si, dans le cas du Niger, la violence politique avait diminué de 39 % au cours des six mois précédant le coup d'État, par rapport au second semestre 2022 (ACLEDE, 2023).

34. Africa Center for Strategic Studies, *Mapping disinformation in Africa*, *Op. cit.*

35. International Crisis Group, *Tentative de coup d'État au Niger : éviter la confrontation armée*, 2023, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/niger/tentative-de-coup-detat-au-niger-eviter-la-confrontation-armee>

36. Conférence PNUD-ETT à l'Institut Gorée, *Op. cit.*

37. *Ibid.*

38. Le Groupe des Cinq pour le Sahel (G5 Sahel) a été fondé en 2014 en tant qu'organisation régionale intergouvernementale. Il fournit un cadre institutionnel pour promouvoir le développement et la sécurité dans ses cinq pays membres : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad.



militaire et économique³⁹. Bien que l'on ignore si cette alliance fonctionnera, la nouvelle charte risque de menacer la survie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des divisions majeures ayant été créées au sein de ce groupement régional⁴⁰.

Des tensions au sein de ce bloc sont apparues en juillet 2023, lorsque des militaires ont renversé le président nigérien Mohamed Bazoum. Alors que la CEDEAO menaçait d'intervenir militairement au Niger, le Mali et le Burkina Faso ont rapidement déclaré que toute opération de ce type serait considérée comme une « déclaration de guerre » à ces pays. La nouvelle charte oblige les signataires à s'entraider, y compris militairement, en cas d'attaque contre l'une de ses parties.

Les menaces d'intervention militaire de la CEDEAO ont suscité des réactions mitigées parmi ses États membres et l'Union Africaine, même si le déploiement était difficilement envisageable pour des raisons logistiques et politiques (taille du Niger, réaction du Mali et du Burkina Faso, et réticence générale à appliquer des mesures coercitives dans le contexte du multilatéralisme continental africain)⁴¹. Les dirigeants et citoyens africains, en particulier en Afrique de l'Ouest, gardent encore un souvenir amer de l'impact désastreux de l'intervention militaire de l'OTAN en Libye. Une fois écartée la possibilité d'une intervention militaire, la CEDEAO a adopté des sanctions économiques mesurées contre le Niger : suspension de toutes les transactions commerciales avec Niamey, gel des avoirs de l'État dans la banque centrale régionale et suspension de toute assistance financière avec les banques de développement régionales. Cependant, les sanctions économiques ont été fortement critiquées par les gouvernements mis en place par des juntes militaires, par les représentants de la société civile au niveau régional et les ONG internationales. Le sentiment général est que les sanctions économiques ne font qu'affaiblir le pouvoir d'achat de la population – comme au Mali après le second coup d'État – mais pas les dirigeants politiques⁴².

Les sanctions de la CEDEAO sont également perçues comme étant motivées par les intérêts de quelques chefs d'État et la pression de l'Occident, en particulier celle de la France. Ce

sentiment a été exacerbé par la menace d'une intervention militaire de la CEDEAO, avec le soutien de la France ou de l'UE – également tenues responsables de l'action militaire en Libye et de l'instabilité régionale qu'elle a engendrée jusqu'à présent.

La fragilité de la CEDEAO est également problématique pour la capacité de l'UE à agir dans la région en tant que puissance mondiale de maintien de la paix et la sécurité. Dans la Stratégie intégrée de l'UE pour le Sahel 2021, Bruxelles a misé une grande partie de son action sur la capacité des organisations régionales à agir sur la prévention et la résolution des conflits.

Cependant, la structure de la CEDEAO, dont les responsables occupent des postes au sein des gouvernements nationaux, contribue à son inefficacité. Cette structure privilégie les intérêts nationaux et non les principes énoncés dans ses protocoles⁴³. Pour intervenir militairement, la CEDEAO nécessite aussi un mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), l'aval de l'Union africaine et parfois la validation des institutions étatiques des pays membres (Sénat ou Assemblée nationale). Par ailleurs, pour faire face à des menaces politiques et sécuritaires complexes, les Communautés économiques régionales ont besoin de ressources techniques et financières et d'une autonomie dont elles ne disposent pas réellement, ce qui limite leur potentiel capacité d'intervention.

Le plus grand handicap de la CEDEAO reste le financement. Toutes les missions de la CEDEAO ont été financées par des fonds extérieurs provenant des partenaires, notamment de l'UE. Même pour ses opérations, les fonds propres de l'organisation issus des cotisations des États membres sont insuffisants. L'absence de positions cohérentes, et les faiblesses institutionnelles et financières constituent un véritable défi pour la CEDEAO et l'Architecture africaine de paix et de sécurité en elle-même. S'agissant des missions de maintien de la paix des Nations Unies, après le retrait de la MINUSMA du Mali (septembre 2023), il n'y aura plus de missions de maintien de la paix dans la zone de la CEDEAO à partir de 2024, et la CEDEAO devra trouver sa propre voie pour maintenir la paix et la stabilité dans la sous-région.

39. Le Monde, *Mali, Burkina Faso and Niger sign mutual defense pact*, 16 septembre 2023,

https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/09/16/mali-burkina-faso-and-niger-sign-mutual-defense-pact_6136615_4.html

40. La communauté regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo. L'objectif de l'organisation, créée en 1975, est de promouvoir la coopération et l'intégration, en vue de l'établissement d'une union économique en Afrique de l'Ouest, afin d'accroître le niveau de vie de ses populations, de maintenir et renforcer la stabilité économique, de favoriser les relations entre les États membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain.

41. Conférence PNUD-ETG à l'Institut Gorée, *Op cit.*

42. *Ibid.*

43. Mills, L., *The Effectiveness of ECOWAS in Mitigating Coups in West Africa*, the IPI African Junior Professionals Fellowship Program, avril 2022, <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2022/04/Leonie-Mills-Effectiveness-of-ECOWAS.pdf>

3 DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR LA COOPÉRATION DANS LE CADRE DU PARTENARIAT UE-UA

3.1 Transformer les institutions multilatérales internationales : la collaboration UE-Afrique pour le changement

Face à la concurrence et à l'insécurité géopolitique mondiales, l'Europe prend conscience que le partenariat avec l'Afrique doit être géré différemment, et ne doit pas seulement concerner les domaines de la paix et de la sécurité. Les divergences dans la gestion de la pandémie et l'accès aux vaccins, la réaction internationale à la guerre en Ukraine et, plus récemment, la guerre à Gaza, mettent en lumière les divergences entre l'« Occident » et le « reste du monde », ce dernier ayant des griefs à l'encontre du système actuel de gouvernance économique et de sécurité. Les institutions multilatérales telles que l'ONU, principaux instruments de la gouvernance mondiale, doivent être plus représentatives et plus efficaces pour faire face aux changements qui se sont produits depuis leur création lors de la Seconde Guerre mondiale. Les institutions financières internationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale ne répondent pas non plus aux besoins spécifiques des pays en développement et favorisent les pays développés qui leur apportent leur soutien économique et politique. Cette situation a relancé l'appel à la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies, avec notamment une représentation permanente de l'Afrique en son sein. Considérant la nature hautement politique du débat sur la réforme et l'élargissement du CSNU, cette ambition risque de ne pas se concrétiser à court terme. Dans cette perspective, l'UE devrait soutenir la réforme des institutions

multilatérales, en particulier dans le système financier. En outre, la pandémie de COVID-19 et les récessions économiques qui ont frappé le monde entier et l'Afrique ont remis la gestion de la dette dans l'agenda international. Après la pandémie, les pays africains ont négocié des réductions de la dette avec le Club de Paris et plaidé pour une augmentation des allocations de droits de tirage spéciaux (DTS). Plusieurs gouvernements africains ont eu des difficultés à financer la réponse à la pandémie et à assurer le service de la dette, mettant en péril leur note de crédit⁴⁴. Cette crise particulière a également mis en évidence le fait que la région du Sahel était confrontée à une combinaison de vulnérabilités alimentaires, socio-économiques, climatiques, environnementales, sécuritaires et de gouvernance dues à des facteurs structurels, notamment le changement démographique. La population de la région devrait augmenter de 250 millions d'habitants au cours des 20 prochaines années, et atteindre un total de 700 millions de personnes, dont la plupart seront des jeunes. Ces changements irréversibles menacent les systèmes alimentaires de la région et pèsent encore plus sur le tissu économique et social régional qui, faute d'être industrialisé, ne peut absorber les jeunes sur le marché du travail. Par ailleurs, les crises sécuritaires et la violence, ainsi que le changement climatique, exacerbent la crise humanitaire en grevant les budgets des États et en mettant en péril les acquis liés au développement lors de ces dernières décennies. La crise financière à laquelle sont confrontés bon nombre de ces pays a été exacerbée par la guerre en Ukraine et la hausse mondiale des prix des denrées alimentaires et du pétrole qui s'en est suivie.

44. Nations Unies, Couverture des réunions & communiqués de presse, *Travaillons ensemble vers l'Afrique que nous voulons, l'Afrique dont le monde a besoin, l'Afrique que les Africains méritent*, presse le Secrétaire général qui cite quatre domaines prioritaires, SG/SM/21809, 24 mai 2023, <https://press.un.org/fr/2023/sgsm21809.doc.htm>. Voir également : Chandler, Ben, *Covid-19 & African debt: Further distress or the beginning of a new paradigm?*, Mo Ibrahim Foundation, juin 2020, <https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2020-06/debt-distress-covid19.pdf>



Les divergences dans la gestion de la pandémie et l'accès aux vaccins, la réaction internationale à la guerre en Ukraine et, plus récemment, la guerre à Gaza, mettent en lumière les divergences entre l'« Occident » et le « reste du monde », ce dernier ayant des griefs à l'encontre du système actuel de gouvernance économique et de sécurité.



Ces crises multiples, notamment la crise climatique mondiale, ont engendré un nouvel appel à réformer l'architecture financière internationale pour résoudre divers problèmes, dont la dette des pays en développement, leur accès aux marchés des capitaux et le coût élevé des emprunts pour les pays africains. Ces pays exigent particulièrement que des fonds à faible taux d'intérêt soient mis à disposition des pays en développement sur une période plus longue pour financer les Objectifs de développement durable, mais aussi que le Fonds de réduction de la pauvreté du FMI soit doté d'un financement supplémentaire, que de nouveaux mécanismes de gestion de la dette soient élaborés et que l'UA devienne membre permanent du G20⁴⁵.

Ces demandes nécessitent une action concertée à l'échelle mondiale et ne relèvent pas de la seule compétence de l'UE ou de ses États membres. L'adhésion formelle de l'UA au G20 est déjà acquise depuis septembre 2023, l'UE et ses États membres ayant appuyé cette demande. Toutefois, l'Europe et l'Afrique devraient soutenir la création de « dettes vertes » pour lutter contre le surendettement⁴⁶, et accélérer la réorientation des allocations de DTS des pays européens vers les pays africains, conformément à l'engagement des Pays-Bas, de l'Allemagne et de l'Espagne. De plus, la lutte contre les flux financiers illicites, à l'origine d'une perte de plus de 80 milliards USD pour l'Afrique, et l'aide visant à remédier aux distorsions de la note de crédit de l'Afrique⁴⁷ et au coût élevé des emprunts des pays africains constitueraient d'autres moyens de débloquer des fonds pour le développement du continent. Si ce type de changement dans le partenariat UE-UA est plus coûteux, il induit une transformation plus radicale que l'aide au développement. Ce type d'initiatives marquerait également un nouveau chapitre dans le partenariat UE-Afrique.

3.2 Développement du Sahel : coopération UE-Afrique et perspectives économiques

Au Sahel, où la vulnérabilité climatique est élevée et le développement économique essentiel pour stabiliser la région, l'accès au capital, et notamment au financement du développement, sera essentiel. Une décennie d'approche hautement sécuritaire dans la lutte contre le terrorisme et la stabilité au Sahel (et ailleurs) a démontré la nécessité d'adopter des approches globales allant au-delà du seul maintien de la sécurité de l'État ou du régime. À court terme, la fragilité politique des pays qui ont subi des coups d'État et leurs relations incertaines avec « l'Occident » sont susceptibles de décourager la poursuite de l'aide au développement. Cependant, avec la crise humanitaire attendue et le risque d'expansion des groupes djihadistes, les parties prenantes européennes et africaines devraient se concentrer sur le long terme et concevoir des moyens de soutenir le développement économique et humain dans les pays du Sahel – tout en poursuivant une relation réfléchie, voire stricte, avec les régimes militaires. En outre, un

45. Leary, M., *African finance ministers demand action on global financial architecture reform*, Centre africain pour la transformation économique (ACETI), avril 2023, <https://acetiforAfrica.org/news-and-media/press-releases/african-finance-ministers-demand-action-on-global-financial-architecture-reform/>

46. Fattibene, D. (ed.), *Europe-Africa relations in a multi-crisis world: Turning the page after COVID-19, the EU-AU Summit and the war against Ukraine*, ETG, janvier 2023, https://ettg.eu/wp-content/uploads/2023/01/ETG-Report_Europe-%E2%80%93Africa-relations-in-a-multi-crisis-world.pdf

47. Fofak, H., *The ruinous price for Africa of pernicious 'perception premiums'*, octobre 2021, Africa Growth Initiative, Brookings, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2021/10/21.10.07_Perception-premiums.pdf ; The Economist. African countries say credit rating agencies are biased against them. Mai 2023, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2023/05/25/african-governments-say-credit-rating-agencies-are-biased-against-them>

48. *Ibid.*

partenariat commercial et d'investissement, plutôt qu'une relation basée sur l'aide, a été un objectif ambitieux de l'UE et des pays africains au cours de la dernière décennie.

Alors que l'UE apporte diverses offres aux pays africains par le biais d'accords commerciaux préférentiels (accords de partenariat économique), de droits de douane faibles ou nuls et d'un accès à des marchés spécifiques, ses relations commerciales avec l'Afrique tendent à se concentrer sur l'Afrique du Nord. Les barrières non tarifaires telles que les normes réglementaires et de qualité élevée, les exigences de certification (en matière de durabilité ou de diligence raisonnable) et les subventions européennes dans des secteurs spécifiques tels que l'agriculture, continuent de limiter l'accès de l'Afrique au marché de l'UE, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. Les récentes politiques européennes, dont le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), principalement axées sur la lutte contre les fuites de carbone dans le cadre de l'engagement européen en matière de commerce extérieur, pourraient avoir également des conséquences économiques négatives pour les pays en

développement. Ce mécanisme pourrait faire perdre à l'Afrique près de 25 milliards USD par an⁴⁹, ce qui affecterait particulièrement les pays africains exportateurs de fer, d'acier, de ciment et d'aluminium vers l'Europe⁴⁹.

L'UE et ses États membres estimeront sans doute que des concessions sur les subventions et l'accès au marché agricole européen, ou sur les objectifs de durabilité et les plans de transition écologique de l'UE, pourraient être politiquement difficiles. Toutefois, le soutien à la transformation économique de l'Afrique et la stimulation du partenariat économique UE-Afrique peuvent prendre plusieurs formes : une aide aux producteurs africains, en particulier aux PME, pour surmonter les obstacles techniques à l'entrée sur le marché européen ; un soutien aux chaînes de valeur et à l'industrie manufacturière africaines afin que les pays puissent passer de l'exportation de produits de base et de matières premières à la transformation ; et un appui au développement des compétences en Afrique dans les services et l'industrie manufacturière⁵⁰. Des progrès dans ces domaines permettront également de stimuler le commerce intra-africain grâce à la zone de libre-échange continentale africaine.



Avec la crise humanitaire attendue et le risque d'expansion des groupes djihadistes, les parties prenantes européennes et africaines devraient se concentrer sur le long terme et concevoir des moyens de soutenir le développement économique et humain dans les pays du Sahel – tout en poursuivant une relation prudente, voire stricte, avec les régimes militaires.



Via la Banque Européenne d'Investissement (BEI), l'UE a mis en place des mécanismes visant à soutenir les investissements du secteur privé en Afrique en fournissant des garanties de couverture des risques. Il s'agit là d'incitations essentielles pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) sur les marchés africains et contribuer au programme d'industrialisation de l'Afrique. Mais il reste encore quelques lacunes à combler pour que les IDE européens en Afrique aillent aux pays d'Afrique subsaharienne et aux pays à faible revenu (au lieu de se concentrer sur les pays à revenu intermédiaire d'Afrique du Nord) ; pour que le volume (élevé) de fonds de la BEI et d'autres banques multilatérales de développement consacré au secteur privé corresponde à la réalité et à la (faible) capacité d'absorption des besoins du secteur privé dans les pays africains ; et pour que ces fonds servent également à soutenir la création de projets susceptibles d'être financés par des banques⁵¹.

Pour leur part, les pays africains devraient contribuer, par leur capital politique et financier, à la gestion des infrastructures et des lacunes en matière de sécurité et d'État de droit, qui constituent un obstacle structurel à l'industrialisation et au commerce. La coopération de l'UE sur le développement avec les pays africains peut contribuer à soutenir les réformes institutionnelles et réglementaires liées à la facilité de faire des affaires et à l'État

49. London School of Economics, *Africa could lose up to \$25 billion per annum as a direct result of the EU's CBAM*, mai 2023.

<https://www.lse.ac.uk/News/Latest-news-from-LSE/2023/e-May-2023/Africa-could-lose-up-to-25-billion-per-annum-as-a-direct-result-of-the-EUs-CBAM>

50. Ahairwe, P., Tadesse Shiferaw, L., et Bilal, S., *Financing fragile contexts: What can development finance institutions do better?* Mai 2023, <https://ecdpm.org/work/financing-fragile-contexts-what-can-development-finance-institutions-do-better>.

51. *Ibid.*



de droit. Le récent projet phare de l'UE, Global Gateway, visant à financer de grands projets d'infrastructure dans le monde, notamment en Afrique, peut être un outil précieux pour renforcer le développement des infrastructures sur ce continent. Toutefois, ces initiatives et programmes de développement ne peuvent réussir que si les pays africains en sont les principaux moteurs et les premiers responsables.

3.3 Lutter contre le « deux poids deux mesures » et promouvoir une coopération durable

Enfin, la guerre en Ukraine et la volonté de l'UE de réduire sa dépendance au gaz et à l'énergie russes dans l'avenir, ont incité à la diversification des sources d'énergie vers l'Afrique. Si plusieurs pays africains voient une opportunité économique dans l'intérêt de l'Europe pour le gaz naturel, ils soulignent également les contradictions de l'UE. En effet, le nouvel appétit de l'Europe pour le gaz naturel en pleine guerre en Ukraine semble incompatible avec ses appels réitérés à mettre fin aux investissements dans le gaz naturel en Afrique pour échapper aux effets néfastes sur le changement climatique. Cette approche européenne du « deux poids deux mesures » a été perçue en Afrique et ailleurs comme hypocrite et incohérente. Outre le gaz naturel, certains pays africains ont envisagé d'exporter leur hydrogène vers l'Europe en tant que source d'énergie alternative et en 2022, le Maroc, l'Égypte, l'Algérie et la Namibie ont conclu des accords d'exportation vers l'Europe. Toutefois, diverses considérations (mobilité de l'hydrogène produit, compétitivité des prix, rentabilité) remettent en cause la faisabilité de ces exportations de l'Afrique vers l'Europe et la place centrale de cette exportation dans le partenariat énergétique entre l'UE et l'Afrique.

Si l'énergie et les matières premières nécessaires à la transition vers une énergie verte ouvrent des perspectives de coopération entre l'Europe et l'Afrique, cette collaboration doit être poursuivie sans compromettre les besoins de l'Afrique en matière d'énergie et d'industrialisation. Les pays africains doivent examiner attentivement la nature de leur partenariat avec les pays européens intéressés et s'assurer que les déséquilibres commerciaux structurels qui ont relégué l'Afrique au bas de la chaîne d'approvisionnement industrielle soient traités dès le départ. Cela signifie que les États africains doivent s'assurer qu'ils peuvent transformer des matières premières qu'ils exportent pour créer de la valeur ajoutée, à l'exemple du Ghana, de la Namibie et

du Mozambique, qui exportent du lithium sous forme semi-transformée (et non brute)⁵². D'autres pays devraient suivre cet exemple pour le lithium et d'autres minéraux tels que le cobalt et le graphite. Ils pourraient également exporter de l'énergie en tenant compte des besoins énergétiques de leur population, sans oublier que l'énergie est à la base des politiques industrielles de nombreux pays africains. Il est essentiel d'adopter une perspective cohérente et à long terme en matière de développement économique.



Si l'énergie et les matières premières nécessaires à la transition vers une énergie verte ouvrent des perspectives de coopération entre l'Europe et l'Afrique, cette collaboration doit être poursuivie sans compromettre les besoins de l'Afrique en matière d'énergie et d'industrialisation. Les pays africains doivent s'assurer que les déséquilibres commerciaux structurels qui ont relégué l'Afrique au bas de la chaîne d'approvisionnement industrielle soient traités dès le départ.



52. Mining.com, *Africa gears up to keep more of the profits from lithium boom*, février 2023, <https://www.mining.com/web/africa-gears-up-to-keep-more-of-the-profits-from-lithium-boom/>



4 RECOMMANDATIONS

Malgré les liens de longue date entre l'UE et l'UA dans le domaine de la paix et de la sécurité, les dynamiques régionales et mondiales ont perturbé les relations entre les deux institutions. Les réunions organisées à Bruxelles et à Dakar avec un groupe d'experts européens et africains ont montré que le contexte politique et sécuritaire était extrêmement complexe, en particulier au Sahel. Les coups d'État militaires, la faiblesse des institutions régionales multilatérales et la concurrence multipolaire ont réduit la capacité de prévenir et de réduire les conflits, et mis à rude épreuve les relations entre l'UE et l'Afrique. Pour faire face

à la crise au Sahel, il convient de reconsidérer l'approche adoptée par l'UE et l'UA pour répondre aux coups d'État militaires et à l'escalade de l'insécurité, et de commencer à élaborer une stratégie plus subtile. Cela est d'autant plus nécessaire que l'instabilité politique et la crise humanitaire pourraient caractériser la région pendant des années encore. Dans cette perspective, l'UE et l'UA doivent agir avec prudence en développant des ensembles de mesures ad hoc pour chaque situation, et des actions intégrées combinant des actions de paix et de sécurité et des mesures économiques et sociales.

Plus spécifiquement, l'UE devrait:

MAINTENIR LE DIALOGUE POLITIQUE AVEC LES JUNTES MILITAIRES AU SAHEL

En règle générale, l'UE a condamné les coups d'État et suspendu sa coopération militaire avec les juntas au pouvoir alors que ces pays sont confrontés à une croissance exponentielle de la menace terroriste et à la faiblesse structurelle de leurs armées nationales, menaçant la stabilité des pays. Ce durcissement de la position européenne a poussé les gouvernements de transition à accentuer leurs positions anti-occidentales en tissant des liens – encore flous – avec la Russie.

De ce fait, l'UE doit s'efforcer de maintenir ouverts les canaux de communication avec les régimes militaires au Sahel. Au-delà des promesses de transitions limitées dans la durée, ces juntas resteront au pouvoir probablement plus longtemps que prévu. Par ailleurs, malgré leurs critiques sévères vers l'Occident et les relations qu'elles ont nouées avec des partenaires comme la Russie ou la Chine, ces juntas n'ont pas encore remplacé leur modèle de gouvernance par une alternative au modèle démocratique. Comme le montre la Constitution malienne de

2023, elles utilisent souvent les instruments de la démocratie pour légitimer leur pouvoir. Ainsi, dans la charte, le mot « démocratie participative » est mentionné quatre fois⁵³. Il existe encore par conséquent une marge de manœuvre pour que l'Europe partage ses valeurs avec les pays de cette région.

Enfin, le dialogue devrait favoriser le rétablissement de la confiance entre l'Europe et plusieurs pays africains. De nombreux gouvernements sahéliens déplorent que l'Occident, et en particulier l'Europe, les oblige à choisir entre l'UE et la Russie. Aujourd'hui, il semble réducteur de penser que cette approche d'exclusion pourrait être efficace. C'est pourquoi le Sahel représente un test décisif pour l'Europe afin de mesurer sa capacité à agir sur le continent en tant que puissance mondiale et dans un contexte multipolaire. La patience stratégique est de mise dans la politique étrangère et de sécurité de l'UE dans la région : si le Sahel s'effondre, c'est toute la région qui en subira les conséquences.

S'ENGAGER AVEC LES ACTEURS NON ÉTATIQUES, ÉVITER LES APPROCHES « DEUX POIDS DEUX MESURES » ET AMÉLIORER LA COMMUNICATION

L'UE devrait également continuer à travailler avec des acteurs non étatiques, en particulier la société civile, les chefs religieux et les dirigeants des partis politiques. Cela lui permettrait d'améliorer sa capacité à comprendre le contexte dans lequel elle opère grâce à une analyse efficace des dynamiques de pouvoir et des attentes de la population. La stabilité et la paix durable sont impossibles sans une restructuration de la cohésion sociale entre les institutions et les acteurs non étatiques. Dans cette optique, l'UE devrait poursuivre sa contribution à la médiation et au dialogue en consacrant des fonds de soutien aux représentants de la société civile, aux partis politiques et aux plates-formes religieuses dans le renforcement des capacités.

Pour être considérée comme un partenaire à long terme, l'UE doit agir de manière cohérente et éviter le « deux poids deux mesures », en particulier si elle veut promouvoir la protection des droits humains dans la région. Le « deux poids deux mesures » doit être évité non seulement au Sahel, mais aussi dans le monde entier. L'Union européenne doit également améliorer sa communication extérieure vis-à-vis du Sahel à travers des actions concrètes, en incluant par exemple une restructuration interne de son personnel dans la région, montrant la pluralité des 27 États membres qui la composent.

Il convient aujourd'hui de ne pas donner à l'Afrique de l'Ouest l'impression que l'UE est une « extension » de la France, et d'expliquer que la plupart des États membres de l'UE n'ont jamais eu de passé colonial en Afrique.

TENIR SES PROMESSES ET FAIRE PREUVE D'AUDACE

Les États du Sahel doivent entretenir des relations transparentes avec l'UE. Il n'est pas nécessaire que l'Europe dissimule ses intérêts – par exemple en matière de ressources naturelles – et qu'elle prétende être au Sahel pour y défendre la démocratie et les droits humains. Il est préférable que l'UE évite de faire des promesses ambitieuses, difficiles à tenir ou partiellement tenues, comme la FEP ou le Global Gateway. L'Union européenne doit davantage se concentrer sur les

accords existants avec l'Afrique et tenter de les renforcer, tout en évitant les initiatives qui font double emploi. Par ailleurs, l'UE peut être un partenaire important de l'Afrique en soutenant ses aspirations en matière de réforme du système multilatéral, en particulier au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies, du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale. L'UE peut jouer un rôle dans la modification de l'équilibre général.

53. Journal officiel de la République du Mali, Décret n° 2023-0401/PT-RM du 22 juillet 2023 portant promulgation de la Constitution, 22 juillet 2023, <https://sgg-mali.ml/JO/2023/mali-jo-2023-13-sp-2.pdf>.

ÉLABORER UNE STRATÉGIE POLITIQUE ET FINANCIÈRE À L'ÉGARD DE L'UE

Pour renouveler les relations UE-UA, l'Union Africaine et ses États membres devraient d'abord élaborer une stratégie politique et économique visant à mieux comprendre leurs attentes vis-à-vis de l'UE. Cela est essentiel pour développer un récit cohérent au sein du continent et, par conséquent, construire une relation plus égalitaire avec les puissances extérieures. Dans cette

perspective, les pays africains devraient élaborer une stratégie africaine claire sur le partenariat, qui énonce clairement les attentes et les priorités vis-à-vis de l'UE, tandis que l'UA devrait refuser de signer des accords qui ne sont pas dans l'intérêt de l'Afrique. Dans sa politique, l'UA doit mettre en place un arsenal juridique approprié pour contrôler les investissements étrangers.

SOUTENIR LA RÉFORME DES ORGANISATIONS RÉGIONALES

L'Union Africaine et les Communautés économiques régionales doivent garantir une plus grande coordination entre elles et une cohérence dans leur réponse aux conflits et aux crises constitutionnelles. Les récents coups d'État militaires ont démontré l'incapacité des organisations régionales à dissuader les potentiels putsch, malgré leur engagement à soutenir la bonne gouvernance, l'État de droit et le développement durable pour la paix et la prévention des conflits. En outre, le manque de cohérence de la CEDEAO dans sa réponse aux coups d'État a conduit les gouvernements locaux et la population à affirmer que l'organisation avait été manipulée par la France et qu'elle défendait les intérêts de quelques chefs d'État plutôt que ceux de l'ensemble de la population ouest africaine.

L'inefficacité de la CEDEAO réside partiellement dans sa structure, certains de ses responsables occupant actuellement des postes au sein de gouvernements nationaux. De ce fait, l'organisation est souvent plus sensible aux intérêts nationaux qu'aux principes énoncés dans ses protocoles. Les États africains devraient également investir leurs propres ressources financières dans les institutions régionales afin d'éviter une dépendance excessive des partenaires extérieurs.

Par ailleurs, l'Union Africaine devrait s'efforcer de réduire les tensions au sein de la CEDEAO afin de renforcer la coopération et l'intégration économique de la région. L'UA et l'UE devraient donc agir de concert pour encourager la décision de la CEDEAO de lever certaines sanctions sur le Niger et plaider pour la levée de la totalité des sanctions économiques, qui pèsent plus sur la population du Niger que sur la junte militaire. La plupart des coups d'État militaires ont tendance à se produire dans les pays pauvres, il est donc improductif d'y répondre par des sanctions économiques, comme cela a été le cas au Mali et au Niger. Les militaires sont restés au pouvoir et les sanctions n'ont pas empêché d'autres coups d'État militaires de se produire.

Au lieu d'adopter des sanctions, il conviendrait de s'attaquer aux déficits structurels tels que les reculs démocratiques, l'insécurité, les défis géopolitiques et la faiblesse des indicateurs de développement humain. L'Union africaine devrait inviter et aider les acteurs internationaux et régionaux à mieux gérer les transitions. Plutôt que de s'attendre à des transitions courtes, les résultats peuvent être optimisés en regardant au-delà des élections pour promouvoir des processus de transition inclusifs.

AMÉLIORER ET PROTÉGER LA BONNE GOUVERNANCE

La succession de coups d'État militaires a démontré la nécessité de soutenir l'institutionnalisation du pouvoir politique. Selon les experts africains, les coups d'État ont prouvé qu'au Sahel, le pouvoir semble être dans les mains des dirigeants politiques et non des institutions. Il convient donc de repenser la démocratie en Afrique en encourageant la restauration de l'État de droit,

en créant un équilibre des pouvoirs, en réduisant les pouvoirs présidentiels excessifs dans les constitutions africaines, en nommant davantage de femmes et de représentants des jeunes générations à des postes de direction et en ouvrant l'espace civil. Les institutions africaines devraient également adopter des mécanismes visant à garantir un processus électoral transparent.

INVESTIR DANS UNE INDUSTRIALISATION ET UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE INCLUSIFS

Il est également nécessaire de soutenir le développement en investissant dans une industrialisation et une agriculture transformatrice en Afrique. Au cours des 20 prochaines années, la population sahélo-saharienne devrait augmenter de 250 millions de d'habitants et atteindre un total de 700 millions, dont une majorité de jeunes. Les gouvernements locaux et les institutions africaines doivent par conséquent considérer la jeunesse comme un

atout pour l'industrialisation et l'agriculture. L'agriculture devrait favoriser la production de produits locaux – comme le mil – et l'autonomisation des femmes. L'accès à la terre restant très difficile pour les femmes, l'UA devrait non seulement favoriser les changements de législation, mais aussi aider les gouvernements à soutenir davantage la déconstruction des normes sociales pour réduire les inégalités.

BIBLIOGRAPHIE

Ahairwe, P., Tadesse Shiferaw, L., et Bilal, S., *Financing fragile contexts : What can development finance institutions do better?* mai 2023, <https://ecdpm.org/work/financing-fragile-contexts-what-can-development-finance-institutions-do-better>.

Bensimon, C., Vincent, E., et Le Cam, M., *Opération « Sabre » au Burkina Faso : d'une arrivée discrète à une fin amère*, *Le Monde*, février 2023, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/21/operation-sabre-au-burkina-faso-d-une-arrivee-discrete-a-une-fin-amere_6162704_3212.html.

Caruso, F., Lenzi, F., *The Sahel Region : A Litmus Test for EU-Africa Relations in a Changing Global Order*, Policy Brief, juin 2023, https://www.iaii.it/sites/default/files/feps_ps_9782931233177.pdf

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, *Cartographie de la désinformation en Afrique*, avril 2023, <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-desinformation-en-afrique/>.

Chandler, Ben, *Covid-19 & African debt : Further distress or the beginning of a new paradigm ?*, Mo Ibrahim Foundation, juin 2020, <https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2020-06/debt-distress-covid19.pdf>

Chiappa, C., *6 new countries to join BRICS*, Politico, août 2023, <https://www.politico.eu/article/brics-summit-south-africa-six-new-countries-join-alliance/>.

Commission européenne, *Chronologie - Facilité européenne pour la paix*, 2023, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/european-peace-facility/timeline-european-peace-facility/>

Commission européenne, *L'UE annonce une aide supplémentaire de 194 millions d'euros en faveur du Sahel*, mars 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_768.

Commission européenne, *Toward a comprehensive strategy for Africa*, 2020, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/fs_20_374

Conseil de l'Union européenne, *Memorandum of understanding between the Africa Union and the European Union on peace, security and governance*, Bruxelles, 22 mai 2018, <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8927-2018-INIT/en/pdf>.

Conseil de l'Union européenne, *Stratégie intégrée de l'Union européenne au Sahel : Conclusions du Conseil*, 16 avril 2021, <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7723-2021-INIT/fr/pdf>.

Conseil de l'Union européenne, *Une boussole stratégique pour renforcer la sécurité et la défense de l'UE au cours de la prochaine décennie*, 2021, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/03/21/a-strategic-compass-for-a-stronger-eu-security-and-defence-in-the-next-decade/>.

Conseil de l'Union européenne, *Acquisition conjointe par l'UE de munitions et de missiles pour l'Ukraine : le Conseil approuve un soutien de 1 milliard d'euros au titre de la facilité européenne pour la paix*, mai 2023, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2023/05/05/eu-joint-procurement-of-ammunition-and-missiles-for-ukraine-council-agrees-1-billion-support-under-the-european-peace-facility/>

Cour des comptes européenne, *Aide de l'Union européenne à l'architecture africaine de paix et de sécurité : un recentrage s'impose*, 2018, https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_20/SR_APSA_FR.pdf.

Ethiopia Observer, *The US, the UN participating as observers in the Ethiopia peace talks*, 26 octobre 2022, <https://www.ethiopiaobserver.com/?p=12030>

Fattibene, D. (ed.), *Europe-Africa relations in a multi-crises world : Turning the page after COVID-19, the EU-AU Summit and the war against Ukraine*, ETTG, janvier 2023, https://ettg.eu/wp-content/uploads/2023/01/ETT-Report_Europe-%E2%80%93Africa-relations-in-a-multi-crises-world.pdf

Gbadamosi, N., *Why the BRICS aren't crumbling in Africa*, Foreign Policy, août 2023, <https://foreignpolicy.com/2023/08/23/brics-ukraine-russia-africa-summit-ramaphosa/>.

Harding, A., *Brics summit : How China's and Russia's clout is growing in Africa*, BBC, août 2023, <https://www.bbc.com/news/world-africa-66562999>.

Institute for Economics & Peace, *Global terrorism index 2023: Measuring the impact of terrorism*, juin 2023, <http://visionofhumanity.org/resources>.

International Crisis Group, *Tentative de coup d'État au Niger : éviter la confrontation armée*, 2023, <https://www.crisisgroup.org/fr/afrique/sahel/niger/tentative-de-coup-detat-au-niger-eviter-la-confrontation-armee>

Journal officiel de la République du Mali, *Décret n° 2023-0401/PT-RM du 22 juillet 2023 portant promulgation de la Constitution*, 22 juillet 2023, <https://sgg-mali.ml/JO/2023/mali-jo-2023-13-sp-2.pdf>.

Le Monde, *Mali, Burkina Faso and Niger sign mutual defense pact*, 16 septembre 2023, https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/09/16/mali-burkina-faso-and-niger-sign-mutual-defense-pact_6136615_4.html

Leary, M., *African finance ministers demand action on global financial architecture reform*, Centre africain pour la transformation économique (ACET), avril 2023, <https://acetforafrica.org/news-and-media/press-releases/african-finance-ministers-demand-action-on-global-financial-architecture-reform/>

London School of Economics, *Africa could lose up to \$25 billion per annum as a direct result of the EU's CBAM*, mai 2023, <https://www.lse.ac.uk/News/Latest-news-from-LSE/2023/e-May-2023/Africa-could-lose-up-to-25-billion-per-annum-as-a-direct-result-of-the-EUs-CBAM>

Mills, L., *The Effectiveness of ECOWAS in Mitigating Coups in West Africa*, the IPI African Junior Professionals Fellowship Program, avril 2022, <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2022/04/Leonie-Mills-Effectiveness-of-ECOWAS.pdf>

Mining.com, *Africa gears up to keep more of the profits from lithium boom*, février 2023, <https://www.mining.com/web/africa-gears-up-to-keep-more-of-the-profits-from-lithium-boom/>

Moti, U. G., « Russia-Ukraine war and the future of Africa-European relations: Is Europe dividing Africa? », *European Journal of Theoretical and Applied Sciences*, 1(4) : 211-221, <https://ejtas.com/index.php/journal/article/view/140>.

Organisation des Nations Unies, *Couverture des réunions & communiqués de presse, Travaillons ensemble vers l'Afrique que nous voulons, l'Afrique dont le monde a besoin, l'Afrique que les Africains méritent, presse le Secrétaire général qui cite quatre domaines prioritaires*, SG/SM/21809, 24 mai 2023, <https://press.un.org/fr/2023/sgsm21809.doc.htm>.

Przeworski, A., Álvarez, M., Cheibub, J. A., et Limongi, F., « Las condiciones económicas e institucionales de la durabilidad de las democracias », *La Política*, 2(2) : 89-108, 1996.

Sahel, F., *Sahel, la France abandonnée par ses alliés occidentaux*, Mondafrique, 8 janvier 2024, <https://mondafrique.com/a-la-une/sahel-la-france-abandonnee-par-ses-allies-occidentaux/>.

Service de recherche du Parlement européen, *New EU strategic priorities for the Sahel*, Briefing, 2021, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2021/696161/EPRS_BRI\(2021\)696161_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2021/696161/EPRS_BRI(2021)696161_EN.pdf).

Shiferaw, L. T. et Hauck, V., « The war in Ukraine: Implications for the Africa-Europe peace and security partnership », *Strategic Review for Southern Africa*, 44(1) : 93-110, <https://doi.org/10.35293/srsa.v44i1.4071>

Union africaine, *Africa's financial self-reliance is not self-isolation, but a commitment to base development on own resources : Ministers of Finance*, 22 juin 2022, <https://au.int/en/pressreleases/20220622/africas-financial-self-reliance-not-self-isolation-commitment-base>.

Union africaine, *Feuille de route principale de l'Union africaine sur les étapes pratiques pour faire taire les armes d'ici 2020*, 31 mars 2020, https://au.int/sites/default/files/documents/37996-doc-au-roadmap_silencing_guns_2020.pdf_fr.pdf.

Woldemichael, Shewit, *Africa should be better prepared for Europe's security funding shift*, Institut d'études de sécurité, 12 avril 2022, <https://issafrica.org/iss-today/africa-should-be-better-prepared-for-europes-security-funding-shift>.

ETTG | European Think Tanks Group

© European Centre for Development Policy Management (ECDPM), the Elcano Royal Institute, the International Affairs Institute / Istituto Affari Internazionali (IAI), the Institute for Sustainable Development and International Relations / Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI), the German Institute of Development and Sustainability (IDOS) and ODI, 2024.

The views presented in this publication are those of the authors and do not necessarily represent the views of the organisations that make up the European Think Tanks Group.

Readers are encouraged to quote or reproduce material from this report for their own publications. ECDPM, Elcano, IAI, IDDRI, IDOS and ODI request due acknowledgement and a copy of the publication.

ISSN 3041-3338

